



GAP III Dialogue structuré :
Plans de mise en œuvre au niveau national:
Discussion avec les délégations de l'UE

Réunion en ligne tenue le 9 juillet 2024

Rapport

Table des matières

I.	Résumé	2
II.	Échanges sur la mise en œuvre du CLIP en partenariat avec la société civile et les autorités locales 4	
III.	Échanges continus en petits groupes	8
IV.	Clôture	10
V.	Annexe : Tableau Miro des discussions de groupe	11

I. Résumé

Dans le cadre du dialogue structuré de l'UE sur le plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III), cette réunion de dialogue en ligne a été organisée pour permettre une discussion sur la mise en œuvre du GAP III au niveau national dans le cadre des plans de mise en œuvre au niveau national (CLIP). Plus de 150 participants ont assisté à la réunion, dont 95 représentants d'organisations de la société civile (OSC) et d'associations d'autorités locales (AAL), ainsi que des représentants de 30 délégations de l'UE. Parmi les intervenants figuraient des représentants de la DG INTPA, des délégations de l'UE, des autorités locales et des OSC. La discussion a porté sur les nombreux défis et menaces externes, y compris les réactions négatives et la résistance à l'égalité des sexes, qui entravent la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Il a également souligné l'importance de renforcer les efforts et de travailler ensemble, notant que tirer parti des opportunités et des meilleures pratiques pourrait aider à exploiter le potentiel du GAP III.

Au cours de discussions de groupe, les participants ont eu l'occasion d'échanger davantage d'idées et d'explorer différents angles et perspectives sur les possibilités, les défis et les enseignements tirés du travail collaboratif entre les délégations de l'UE, les OSC et les autorités locales dans le cadre de la mise en œuvre du GAP III/CLIP au niveau local.

Principaux défis relevés:

- **Le contrecoup et la résistance à l'égalité entre les hommes et les femmes et aux droits des femmes** ont été considérés comme un problème mondial, le contrecoup sociétal et politique posant des obstacles importants aux initiatives en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes.
- **La réduction de l'espace dévolu aux OSC et les réactions négatives à l'égard des droits des femmes prennent différentes formes, notamment la suppression des structures existantes en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, telles que les points focaux pour l'égalité** entre les hommes et les femmes dans les municipalités ou les agences gouvernementales.
- Les délégations de l'UE sont confrontées à des difficultés pour se concentrer de manière adéquate sur le GAP III/l'égalité entre **les hommes et les femmes en raison des responsabilités multiples des points focaux pour l'égalité entre les hommes et les femmes**. Les points focaux pour l'égalité des sexes ont souvent des rôles multiples, ce qui peut limiter leur capacité à se concentrer uniquement sur les questions d'égalité des sexes. La complexité des structures et des procédures organisationnelles peut constituer un obstacle important, et les points focaux pour l'égalité des sexes n'ont souvent pas le pouvoir d'allouer des ressources ou d'apporter des changements importants de manière indépendante.
- Les **connaissances et les compétences du personnel de l'UE sont également insuffisantes pour intégrer efficacement une perspective de genre** dans toutes les phases de la programmation, ce qui nécessite un renforcement des capacités et le développement d'un leadership sensible au genre.
- La nécessité d'efforts **de collaboration accrus pour inclure diverses organisations dans les consultations**, en particulier celles des zones rurales et celles confrontées à la discrimination, a été soulignée afin d'assurer une plus grande inclusion et de mettre en œuvre de manière approfondie l'approche intersectionnelle prescrite par le GAP III.
- Les organisations locales sont souvent confrontées à **des exigences complexes en matière d'accès aux fonds de l'UE**, un défi reconnu tant par la société civile que par les délégations de l'UE.

Principaux enseignements tirés:

- **Consultations efficaces avec les OSC:** La combinaison de consultations en personne et en ligne peut être efficace, bien que la connectivité Internet puisse poser problème. Garantir une participation diversifiée, en s'adressant à des organisations moins connues ou éloignées par l'intermédiaire de partenaires, de réseaux et d'autres donateurs existants, contribue à diversifier la participation. L'utilisation d'événements et de plates-formes existants pour amener de nouvelles organisations dans le giron peut être bénéfique. Et mener des consultations dans les langues locales assure un meilleur engagement et une meilleure compréhension.
- **Créer des espaces sûrs:** La tenue de sessions séparées pour les OSC locales, les ONG internationales et les donateurs encourage une communication plus ouverte et honnête. Garantir des environnements sûrs pour les discussions aident les participants à parler plus librement.
- **Intégration dans les processus existants:** Une leçon importante est l'importance d'intégrer les considérations de genre dans les processus municipaux existants plutôt que d'en créer des parallèles. Cette approche garantit que les municipalités, qui n'ont souvent pas la capacité de gérer plusieurs projets simultanément, peuvent intégrer efficacement le genre et l'inclusivité sans surcharger leurs systèmes.
- **Approche participative et participation de la communauté: L'inclusion** des femmes dans les processus participatifs, en particulier dans la planification urbaine et la conception de l'espace public, a été efficace pour créer des espaces qui répondent aux besoins de l'ensemble de la communauté. Cette approche inclusive garantit que les espaces publics qui en résultent sont plus sûrs, plus confortables et mieux utilisés par tous.
- **Politique et action fondées sur les données:** Le lien entre la collecte de données sensibles au genre et les actions concrètes sur le terrain a été crucial. L'utilisation d'outils pour cartographier la sécurité, les espaces verts et les vulnérabilités climatiques dans une perspective de genre a montré que les politiques fondées sur les données peuvent conduire à des espaces publics plus efficaces et inclusifs. Cette approche aide à démontrer les avantages tangibles de la participation des femmes aux processus de planification et de conception.
- **Rôle essentiel des fonds destinés aux femmes:** Les fonds pour les femmes sont essentiels pour établir des liens entre les mouvements de base et les organismes de financement plus importants, en fournissant un soutien financier et organisationnel crucial, en particulier dans les régions aux ressources limitées. Les fonds pour les femmes excellent dans l'offre de subventions flexibles et le traitement des bénéficiaires en tant que partenaires, ce qui est essentiel pour répondre aux besoins divers et immédiats des mouvements de base, en particulier pendant les crises. Le renforcement du transfert de connaissances et de l'engagement entre les fonds locaux pour les femmes et les organismes de financement plus importants, tels que les délégations de l'UE, est essentiel pour maximiser l'impact d'initiatives telles que le GAP III.
- **Réactivité de l'UE aux besoins de la société civile:** Les programmes de l'UE sont étroitement alignés sur les intérêts et les programmes de la société civile. Par exemple, lorsque l'UE a réussi à continuer de financer des organisations de défense des droits de l'homme en Éthiopie en 2009, malgré une nouvelle loi qui limitait le financement étranger des OSC.
- **Inclusivité et participation des organisations locales:** Des efforts ont été déployés pour inclure un large éventail d'organisations, en particulier celles des zones rurales, dans les consultations et les manifestations. Cette inclusion aide les organisations locales à nouer des liens avec divers donateurs, et pas seulement avec l'UE, en améliorant leurs possibilités de soutien et de collaboration. La participation de multiples parties prenantes peut amplifier l'impact des projets de développement urbain sensibles au genre.
- **Importance d'une planification urbaine sensible au genre au moyen d'approches participatives:** Un développement urbain inclusif qui tient compte des besoins des femmes

profite à tous. La participation des femmes aux processus de planification urbaine et de prise de décision garantit que les espaces publics et les politiques sont plus inclusifs et répondent mieux à leurs besoins. Les espaces publics qui répondent aux besoins des femmes améliorent l'accessibilité et la convivialité globales. La présence des femmes dans les rôles décisionnels renforce l'accent mis sur l'égalité des sexes et l'inclusion sociale.

- **Rôle de l'espace public dans le changement social:** Les projets de développement urbain qui modifient visiblement les espaces physiques peuvent avoir un impact transformateur profond sur la société. Les espaces publics sont vitaux pour l'interaction communautaire, la socialisation et la résolution des problèmes sociétaux. Veiller à ce que ces espaces soient accessibles et accueillants pour les femmes peut favoriser les discussions et les solutions aux problèmes systémiques. Cela est particulièrement pertinent dans les sociétés où les femmes sont socialement isolées (par exemple, déménager dans la famille du mari après le mariage), pour lesquelles les espaces publics fournissent des lieux essentiels pour le réseautage et le soutien mutuel, les aidant à résoudre collectivement les problèmes systémiques.
- **Pour les délégations de l'UE, un leadership de soutien est essentiel, ainsi qu'une visibilité:** Avoir un leadership de soutien à différents niveaux (par exemple, chef de délégation, chef de la coopération) facilite la mise en œuvre de politiques et de programmes sensibles au genre. La formation au **leadership sensible au genre** contribue à créer un élan pour faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes et à activer les mécanismes d'intégration de la dimension de genre afin d'intégrer pleinement les actions de l'UE sur le terrain. Être présent dans les espaces de prise de décision permet aux points focaux pour l'égalité des sexes de plaider efficacement en faveur de l'égalité des sexes. Veiller à ce que les points focaux pour l'égalité des sexes soient inclus dans les discussions clés peut conduire à des changements progressifs significatifs.

II. Échanges sur la mise en œuvre du CLIP en partenariat avec la société civile et les autorités locales

a) Introduction

Chiara Adamo, cheffe d'unité, INTPA G.1 Égalité entre les hommes et les femmes, droits de l'homme et gouvernance démocratique, a ouvert la réunion en saluant le nombre élevé de participants, en tant qu'indicateur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'autonomisation des femmes en tant que domaine clé dans lequel les institutions, la société civile et les autorités locales sont toutes déterminées à travailler ensemble. Le GAP III vise à promouvoir l'égalité des sexes et un monde égalitaire, et l'accent est mis aujourd'hui sur le dialogue avec la société civile et les autorités locales, tant au niveau mondial que local, soulignant le rôle crucial des points focaux pour l'égalité des sexes dans cet effort. Ces personnes équilibrent de multiples responsabilités et servent d'alliés clés dans la mise en œuvre des plans au niveau des pays. La réunion vise à aborder à la fois les opportunités et les défis au niveau des pays, à partager les bonnes pratiques en matière de partenariats et à faire progresser le programme d'égalité des sexes.

Les plans de mise en œuvre au niveau national ont été introduits afin d'aligner les priorités politiques de l'UE sur les contextes locaux et de garantir une approche coordonnée avec les partenaires locaux. Il existe environ 130 CLIP, dont plus de 50 récemment mis à jour. Les plans sont téléchargés dans l'espace GAP III sur Capacity4Dev. Le GAP III a été prolongé jusqu'en 2027, ce qui assure la stabilité nécessaire à la mise en œuvre de ce plan d'action et à son alignement sur le cadre financier pluriannuel.

Gianluca Azzoni, chef d'équipe pour le dialogue politique et la consultation, INTPA G.2 Autorités locales, organisations de la société civile et fondations, a souligné l'importance de lier le dialogue politique central au travail au niveau national, en particulier en ce qui concerne les plans de mise en œuvre au niveau national. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre d'efforts plus larges visant à nouer le dialogue avec les parties prenantes non gouvernementales au moyen de feuilles de route par pays de l'UE pour la participation de la société civile, qui fournissent un cadre pour un dialogue régulier et une action coordonnée visant à renforcer les organisations de la société civile (OSC) indépendantes et démocratiques.

Tous les pays partenaires de l'UE ont adopté ces feuilles de route, à l'instar des CLIP, souvent en collaboration avec les États membres de l'UE. Le siège soutient les délégations de l'UE dans ces efforts et suit les progrès accomplis au moyen d'enquêtes annuelles. Les résultats d'enquêtes récentes montrent une tendance positive, avec une participation accrue des OSC axées sur l'égalité entre les hommes et les femmes et sur les jeunes, qui représentaient près d'un tiers du total des OSC participant à des manifestations organisées par l'UE en 2023. En outre, on observe une augmentation notable du nombre d'organisations de femmes apportant une contribution significative aux discussions, ainsi qu'une plus grande participation des organisations de terrain et des organisations de proximité, qui représentaient environ 50 % des OSC consultées en 2023. Cela montre que l'accent est fortement mis sur le contexte local et les initiatives en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, ce qui souligne l'engagement de l'UE tel qu'il est décrit dans le GAP III et le plan d'action en faveur de la jeunesse.

Alexandra Rosen, conseillère principale en matière de politiques et de plaidoyer pour l'égalité entre les hommes et les femmes, Concord Europe, a présenté les travaux de l'organisation sur le développement durable et la coopération internationale, en particulier par l'intermédiaire de son groupe de travail sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Les occasions de discuter de la mise en œuvre du GAP III dans le cadre du dialogue structuré du GAP III se sont avérées utiles pour recueillir des informations permettant de faire progresser l'égalité des sexes dans divers contextes locaux et pour reconnaître les efforts et les conditions difficiles des organisations de défense des droits des femmes, des mouvements féministes et des organisations de base. L'engagement des points focaux de la délégation de l'UE pour l'égalité entre les hommes et les femmes à collaborer avec la société civile a été reconnu.

Si le GAP III a apporté des améliorations significatives, des défis subsistent, notamment les coupes budgétaires dans les budgets d'aide de l'UE, l'intégration d'approches intersectionnelles et transformatrices en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et le dialogue avec la société civile locale dans des espaces restreints. Pour l'avenir, insister sur la nécessité que l'égalité entre les femmes et les hommes reste une priorité politique majeure dans les engagements mondiaux de l'UE et pas seulement une case à cocher dans les projets. La stratégie «Global Gateway» est une nouvelle occasion d'appliquer les principes du GAP III, mais aussi un défi. Le GAP III prenant fin en 2027, ses réalisations doivent être mises à profit pour l'adoption par l'UE d'une politique étrangère plus ambitieuse et plus féministe.

b) Échanges sur la mise en œuvre du CLIP en partenariat avec la société civile et les autorités locales: Exemples

Aleksandra Tor, Point focal sur l'égalité des sexes, DUE Ethiopie, a discuté de la manière dont ils consultent les organisations de la société civile (OSC) et des défis auxquels sont confrontés les points focaux sur l'égalité des sexes. Soulignant la difficulté de dialoguer avec des OSC diverses et éloignées dans de grands pays tels que l'Éthiopie, ce qui entraîne souvent des consultations répétitives avec les mêmes groupes. Pour y remédier, ils adoptent des méthodes de consultation hybrides, utilisent les réseaux et les événements existants et encouragent les connexions par l'intermédiaire des partenaires

chargés de la mise en œuvre et d'autres donateurs. Ils soulignent également l'importance des langues locales dans ces consultations et la nécessité d'espaces séparés et sûrs pour que les OSC puissent fournir un retour d'information franc sans la présence de donateurs.

Les problèmes rencontrés par les coordonnateurs pour les questions d'égalité entre les sexes ont été soulignés, notamment la nécessité d'équilibrer les rôles multiples, ce qui peut nuire à l'importance qu'ils accordent aux questions d'égalité entre les sexes. Mentionner la structure complexe de l'organisation de l'UE, qui rend les procédures de demande de subvention et d'établissement de rapports difficiles pour les OSC. En outre, les décisions et les allocations budgétaires sont souvent prises au-dessus du niveau de la délégation, ce qui limite la capacité de répondre directement à des besoins locaux spécifiques. Malgré ces défis, les points focaux pour l'égalité des sexes sont passionnés par leur travail.

Saba Medhin, du réseau des associations de femmes éthiopiennes, a évoqué les efforts déployés par l'organisation pour garantir l'égalité entre les femmes et les hommes en Éthiopie grâce à des actions de sensibilisation, au renforcement des capacités, à la mise en réseau et au suivi du respect des règles par le gouvernement. Depuis 2007, NEWA collabore avec la délégation de l'UE sur divers programmes et participe à des discussions sur la gouvernance et les droits de l'homme. Dans l'ensemble, ils reconnaissent la réactivité de l'UE aux besoins de la société civile, en mettant l'accent sur les efforts visant à soutenir les organisations locales et à relever des défis tels que les lois restrictives en matière de financement. Les efforts déployés par l'UE pour organiser des événements inclusifs tels que les 16 jours d'activisme ont également été salués, ce qui a permis à des organisations diverses et rurales de nouer des liens avec les donateurs et de participer à des discussions constructives.

Néanmoins, il existe des défis et des recommandations pour améliorer le soutien aux OSC. Premièrement, l'importance de rendre les processus de demande de subvention plus accessibles aux organisations locales et de fournir un soutien continu au renforcement des capacités. Deuxièmement, séparer les consultations avec les OSC locales, les ONG internationales et les donateurs peut créer des espaces plus sûrs pour un dialogue ouvert. Enfin, l'UE et les autres donateurs devraient faciliter l'accès à des ressources diversifiées et veiller à ce que les organisations locales dirigent leurs programmes. S'attaquer à ces problèmes peut aider à renforcer le rôle de la société civile dans la promotion de la gouvernance, de l'égalité des sexes et des droits de l'homme, en particulier dans des contextes complexes comme le système fédéral éthiopien.

Eloísa Astudillo Fernández, DUE Népal, a expliqué qu'au Népal, des efforts importants ont été déployés pour mettre en œuvre le GAP III, en mettant l'accent sur l'intégration des perspectives de genre dans les projets de développement urbain. Une initiative clé consiste à collaborer avec Cities Alliance pour créer des espaces urbains inclusifs qui répondent aux besoins des femmes en tant que conceptrices, décideurs et participantes. Cette approche vise à faire en sorte que les espaces publics tiennent compte des sexospécificités, ce qui profite généralement à l'ensemble de la communauté. La Constitution népalaise de 2015 a contribué à accroître la représentation des femmes dans la gouvernance locale en exigeant que le maire ou le maire adjoint soit une femme. Malgré quelques revers lors des deuxièmes élections en raison des coalitions de partis, l'initiative a considérablement accru la participation des femmes au gouvernement local, renforçant ainsi la gouvernance participative et sensible au genre.

Le programme cible les municipalités dotées d'un leadership fort des femmes et de plans efficaces en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, qui travaillent actuellement dans six municipalités avec le soutien d'USAID. Des urbanistes, formés à l'égalité des sexes, sont intégrés dans ces municipalités pour s'assurer que les espaces publics répondent aux besoins des femmes. Les espaces publics sont essentiels pour l'interaction sociale et le changement sociétal, fournissant aux femmes des plates-formes pour discuter des problèmes systémiques et construire des réseaux. Le projet vise à autonomiser les femmes leaders et les associations, en facilitant des changements tangibles dans les espaces publics, favorisant ainsi l'égalité des sexes et l'amélioration de la cohésion communautaire. Les défis auxquels

sont confrontés les points focaux pour l'égalité des sexes dans la gestion des programmes soulignent l'importance de leur participation aux processus décisionnels pour susciter des changements significatifs.

Giulia Maci, de Cities Alliance, a expliqué qu'il s'agissait d'un partenariat mondial axé sur un développement urbain inclusif et durable, centré sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Au Népal, leur programme « Villes pour les femmes » illustre cet engagement et s'articule autour de trois volets principaux: intégration des politiques nationales; les processus participatifs locaux; et l'échange de connaissances. Au niveau national, ils travaillent à l'intégration d'indicateurs sexospécifiques dans les politiques urbaines, tandis qu'au niveau local, ils intègrent les aspects sexospécifiques dans les processus participatifs existants dans cinq à six villes, en veillant à ce que les besoins des femmes soient pris en compte dans les espaces publics. Le programme met l'accent sur la résilience climatique et vise à démontrer que l'implication des femmes dans la planification urbaine conduit à des espaces publics plus inclusifs et plus efficaces.

Les éléments clés du programme comprennent l'intégration des considérations de genre dans les processus municipaux existants, l'établissement de liens entre les politiques et la collecte de données sensibles au genre, et des mécanismes de cofinancement pour assurer la prise en charge municipale. Ils visualisent des données sur les espaces publics, la sécurité et la vulnérabilité climatique pour rendre plus tangible une planification urbaine intégrant la dimension de genre. L'initiative implique que les municipalités cofinancent des projets d'espace public, favorisant l'appropriation locale et le développement des capacités. Sur trois ans, le programme vise à permettre aux municipalités de hiérarchiser et de mettre en œuvre de manière indépendante des espaces publics sensibles au genre, dans l'espoir de les reproduire dans d'autres villes. En outre, le programme favorise l'échange de connaissances, en partageant les expériences du Népal avec d'autres régions pour favoriser l'apprentissage et la collaboration à l'échelle mondiale.

En résumé, le programme « Villes pour les femmes » au Népal démontre que l'intégration des considérations de genre dans les processus municipaux existants, l'utilisation d'approches axées sur les données, la promotion de l'appropriation locale, la participation des communautés et la promotion de l'échange de connaissances sont essentielles pour créer des environnements urbains inclusifs et durables.

Gohar Shahnazaryan, du Women's Fund Armenia, qui fait partie du chapitre européen de Prospera, a souligné le rôle crucial des fonds féminins et féministes dans la mise en relation des mouvements populaires avec des initiatives de financement plus importantes telles que le GAP III. Prospera est un réseau international de 47 fonds féminins et féministes, principalement basés dans les pays du Sud et de l'Est, avec pour mission de soutenir les mouvements dirigés par des femmes, des filles, des personnes trans et non binaires. Malgré la levée de fonds importants, ces organisations font face à des défis pour répondre à la demande écrasante, avec seulement une fraction des demandes soutenues. Les fonds pour les femmes sont essentiels pour fournir des subventions flexibles et un soutien de base, traiter les bénéficiaires comme des partenaires et se concentrer sur les priorités du GAP III, telles que la lutte contre les violences sexistes, la promotion des droits en matière de santé sexuelle et reproductive et l'intégration de la justice en matière de genre et de climat.

En outre, ces fonds sont essentiels en temps de crise, offrant une mobilisation et un soutien rapides aux communautés marginalisées confrontées à de multiples discriminations. Ils s'engagent également dans le plaidoyer, promeuvent l'octroi participatif de subventions et travaillent en étroite collaboration avec les délégations de l'UE pour présenter les défis et les besoins des mouvements féministes. Cependant, les procédures bureaucratiques et les liens insuffisants avec les points focaux pour l'égalité des sexes entravent leurs efforts. La présentation a souligné l'importance du financement de l'écosystème par le biais du GAP III pour parvenir à un changement à long terme, renforcer la force organisationnelle et assurer un soutien continu aux organisations de femmes. Un appel a été lancé en faveur d'un meilleur

transfert des connaissances et de l'engagement des fonds nationaux de base pour les femmes dans la conception et la mise en œuvre du GAP III.

Tito Contreras, point focal pour l'égalité entre les hommes et les femmes, DUE Colombie, a abordé trois domaines: expériences en matière de consultations de la société civile; les bonnes pratiques; et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du GAP III. Parmi les points saillants figurait l'importance d'établir des relations solides avec la société civile, en particulier avec les mouvements de femmes, afin de favoriser la confiance et un engagement efficace. Cet engagement comprend une interaction régulière avec les organisations de femmes et la participation à leurs événements, ce qui a amélioré le dialogue et la prise de décision sur les priorités en matière d'écart entre les sexes en Colombie. Le processus de consultation a été rationalisé afin d'éviter les réunions multiples, d'intégrer les aspects sexospécifiques dans les discussions plus larges de la société civile et de veiller à ce que les points de vue spécifiques des femmes soient pris en compte.

Il est essentiel d'influencer les politiques publiques au niveau territorial, notamment par l'intermédiaire des organisations de base et du Forum européen pour la paix. Des efforts ont été faits pour faire en sorte que les femmes puissent participer activement à l'élaboration des politiques publiques et à la prise de décisions. Il s'agissait notamment de former les fonctionnaires à l'application de la perspective de genre et d'aider les organisations communautaires à plaider en faveur de politiques intégrant la dimension de genre. Cette approche combine à la fois la préparation des fonctionnaires et l'autonomisation des organisations de femmes en vue d'obtenir des résultats durables. Malgré les succès remportés, des difficultés subsistent, notamment en ce qui concerne le maintien de la volonté politique et l'obtention d'un appui institutionnel de haut niveau. La création du Ministère de l'égalité en Colombie est considérée à la fois comme une opportunité et un défi dans ce contexte.

Parmi les défis récurrents figurent la garantie d'une analyse de genre et l'intégration d'indicateurs de genre dans les actions politiques. Il est nécessaire de prendre des mesures de transformation de la problématique hommes-femmes plutôt que de se contenter d'intégrer les questions d'égalité entre les hommes et les femmes. Il serait nécessaire d'intégrer le discours de la stratégie «Global Gateway» dans les efforts déployés pour combler l'écart entre les hommes et les femmes, d'autant plus que de nouveaux secteurs tels que les infrastructures et l'énergie deviennent cruciaux. Bien que l'accent ait été mis sur les femmes, la paix et la sécurité, il existe une lacune reconnue dans l'expertise technique sur les questions de genre et d'environnement, soulignant la nécessité de poursuivre le développement de la compréhension et de l'intégration des considérations relatives au changement climatique et aux énergies renouvelables dans les discussions sur les disparités entre les sexes.

III. Échanges continus en petits groupes

Après les présentations, les participants ont été divisés en cinq groupes pour permettre un échange plus approfondi autour de la question: Comment les délégations de l'UE, les OSC et les autorités locales peuvent-elles collaborer à la mise en œuvre du GAP III/CLIP au niveau local?

Ce qui suit est un résumé des discussions dans tous les groupes, également reflété dans le tableau Miro en annexe.

Opportunités:

Les efforts visant à promouvoir l'égalité des sexes englobent un large éventail de stratégies dans différentes régions et différents secteurs. En République démocratique du Congo (RDC), par exemple, il existe une initiative axée sur le renforcement des partenariats avec les organisations de la société civile. Ces collaborations visent à amplifier les voix de la base et à améliorer les solutions communautaires à l'inégalité entre les sexes.

Simultanément, des initiatives sont en cours pour obtenir des fonds de l'Union européenne spécifiquement orientés dans une optique de genre, en donnant la priorité au soutien aux startups dirigées par des femmes. Ce soutien financier renforce non seulement les opportunités économiques, mais favorise également un écosystème entrepreneurial plus inclusif.

Dans le domaine du plaidoyer et de l'engagement communautaire, il existe une collaboration stratégique avec les organisations confessionnelles, tirant parti de leur influence pour faire progresser les programmes de justice de genre. Ce partenariat s'étend à l'engagement des parents masculins en tant qu'alliés dans la promotion de l'égalité des sexes, reconnaissant leur rôle central dans l'évolution des normes et des comportements sociétaux.

En outre, les efforts visent à favoriser le changement générationnel en faisant participer les jeunes à la remise en question et à la refonte des stéréotypes sexistes existants. Les initiatives comprennent des campagnes éducatives et des programmes axés sur les jeunes conçus pour cultiver une perspective plus équitable dès le plus jeune âge.

La participation de la société civile reste fondamentale, avec une approche proactive au moyen de canaux de communication clairs. Cela garantit un dialogue et une collaboration efficaces, en utilisant des plateformes telles que les 16 jours d'activisme contre la violence sexiste pour forger de nouveaux partenariats et amplifier les efforts de plaidoyer.

En Macédoine du Nord, l'utilisation stratégique de l'instrument d'élargissement est essentielle à la réalisation des objectifs en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Il s'agit notamment de mobiliser des ressources et des cadres pour aider les autorités locales à mettre en œuvre le troisième plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes, institutionnalisant ainsi les pratiques d'intégration de la dimension de genre.

En outre, les possibilités de partenariat sont activement exploitées dans divers secteurs afin de promouvoir des programmes complets en matière d'égalité des sexes. Cela comprend des plateformes de renforcement des capacités axées sur les questions de genre et l'intégration des perspectives de genre dans des projets de développement international plus larges par le biais d'initiatives telles que le programme Global Gateway.

Défis:

Naviguer dans le paysage des initiatives d'égalité des sexes présente plusieurs défis complexes dans différentes régions. Dans de nombreux contextes, les organisations religieuses ou confessionnelles s'avèrent souvent difficiles à engager efficacement sur les questions d'égalité entre les hommes et les femmes, ce qui crée des obstacles à la promotion d'un dialogue et d'une collaboration inclusifs. Ce défi est aggravé par la dynamique politique dans des endroits comme la Turquie, où les efforts d'intégration de la dimension de genre font face à une résistance et à des obstacles importants en raison de l'instabilité politique et de l'évolution des priorités.

Pendant ce temps, des pays comme la Malaisie connaissent une forte opposition à l'égalité des sexes, mettant en évidence les normes sociétales enracinées et les obstacles systémiques qui entravent le progrès. Ces défis sont encore exacerbés par l'engagement limité des organisations de la société civile (OSC) en dehors des grandes villes, ce qui limite la portée et l'impact des initiatives en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, en particulier dans les communautés rurales et marginalisées.

Au Mexique, malgré une prise de conscience croissante, des charges de travail écrasantes entravent souvent un dialogue constructif sur des questions cruciales telles que les droits sexuels et reproductifs. Ce problème est exacerbé par les difficultés de coordination entre les autorités locales et les OSC, qui ont une incidence sur l'efficacité des initiatives visant à lutter contre les disparités entre les hommes et les femmes et à promouvoir les droits des femmes.

En outre, le financement reste un obstacle persistant dans toutes les régions, les difficultés d'accès aux fonds pour les projets sexospécifiques et les organisations féministes étant confrontées à une concurrence pour les exigences en matière de leadership et de cofinancement. Cette inégalité des conditions d'accès au financement des projets entrave encore le développement d'initiatives réussies au-delà des niveaux locaux et l'intégration de principes transformateurs en matière d'égalité entre les hommes et les femmes dans des programmes de développement humain plus larges, tels que l'initiative «Global Gateway».

Pour relever ces défis multiformes, il est nécessaire de mettre en place des stratégies globales qui accordent la priorité à un engagement inclusif, s'attaquent aux résistances politiques et sociétales, renforcent la coordination entre les parties prenantes et garantissent des mécanismes de financement durables. En faisant face à ces complexités grâce à des alliances stratégiques et à des efforts concertés, il est possible de progresser vers l'égalité des sexes, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte dans la poursuite de l'égalité des droits et des chances dans le monde entier.

Enseignements tirés:

Les enseignements tirés soulignent le rôle essentiel des consultations et des partenariats inclusifs dans la mise en œuvre efficace des initiatives. Cela implique de faire participer un large éventail de parties prenantes, y compris des organisations de la société civile, pour s'assurer que les perspectives soient intégrées dès le départ. L'engagement proactif est privilégié par rapport aux approches réactives, soulignant la nécessité d'un dialogue continu et d'une réactivité aux besoins et à la dynamique de la communauté.

La transparence dans la promotion des CLIP est cruciale, soulignant l'importance de cadres de planification clairs et accessibles qui impliquent à la fois des mécanismes de consultation formels et des contacts informels. Le plaidoyer en faveur d'instruments de financement dédiés aux femmes est considéré comme essentiel pour lutter efficacement contre les disparités entre les sexes.

Le dialogue avec les organisations confessionnelles est présenté comme une stratégie visant à relever des défis tels que la polarisation et le fondamentalisme, en promouvant le dialogue et la compréhension. Apprendre des pratiques réussies telles que les 16 jours d'activisme favorise le partage d'initiatives efficaces, tout en reconnaissant le potentiel de transformation des autorités locales dans la conduite de projets d'égalité des sexes.

Enfin, l'importance des projets de plaidoyer est soulignée pour influencer les politiques à tous les niveaux, en veillant à ce que les objectifs d'égalité des sexes soient intégrés efficacement dans des cadres politiques plus larges. Ces enseignements soulignent collectivement la nécessité d'adopter des approches inclusives, proactives et transparentes pour obtenir des résultats durables en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.

IV. Clôture

Dans ses observations finales, **Lina Andéer**, point focal pour le dialogue structuré sur le GAP III, INTPA G.1 Égalité entre les hommes et les femmes, droits de l'homme et gouvernance démocratique, a souligné les résultats positifs du dialogue, soulignant les discussions fructueuses qui ont mis en avant des questions importantes. Exprimant sa satisfaction quant à l'engagement des délégations, des organisations de la société civile et des autorités locales, qui était l'un des principaux objectifs de la session.

Les participants ont été remerciés pour leurs contributions et attendaient avec intérêt de traduire les discussions en priorités concrètes afin d'apporter ensemble des changements positifs. La DG INTPA s'est engagée à assurer le suivi de ces informations, à poursuivre le dialogue et à encourager un retour d'information et une collaboration continus.

V. Annexe : Tableau Miro des discussions de groupe

Comment les délégations de l'UE, les OSC et les autorités locales peuvent-elles collaborer à la mise en œuvre du GAP III/CLIP au moyen d'un dialogue régulier et structuré au niveau local? Défis, possibilités et enseignements tirés

Défis



Opportunités



Enseignements tirés

